



**Groupe de Travail sur l'Habitat, la Terre et la Propriété**  
**Cluster Protection en République Démocratique du Congo**

**Note de plaidoyer pour la protection du droit d'accès à un logement,  
à la terre et à la propriété des personnes déplacées du Nord Kivu**  
**18 Décembre 2012**

Depuis le mois d'avril 2012, les affrontements entre les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) et un nouveau mouvement rebelle, le M23, ont causé d'importants déplacements internes des populations dans la région Est du pays, et en particulier dans la province du Nord Kivu, ainsi que des déplacements transfrontaliers vers le Rwanda et l'Uganda.

Plus récemment, environ 130,000 personnes ont été obligées de se déplacer vers différents sites ou camps dans la zone de Goma, et au total 285 000 nouveaux déplacés ont été enregistrés pour la province du Nord Kivu. Cela s'ajoute aux quelques 772,459 personnes qui étaient déjà déplacées (fin octobre). La conséquence directe de ces déplacements est l'abandon forcé des logements, des terres et des biens par les populations affectées par la crise au Nord Kivu.

Dès l'arrêt des affrontements dans certaines zones de la région de Goma, une partie des personnes déplacées sont spontanément retournées vers leurs villages d'origine. Cependant, les problèmes d'accès à leur logement, leurs terres et leurs biens sont des obstacles au retour des populations déplacées, en particulier pour les femmes et les enfants.

Dans ce contexte, **les risques et les problèmes majeurs de protection liés au droit d'accès au logement, à la terre et à la propriété** sont les suivants:

- Perte ou destruction de la documentation personnelle des personnes déplacées, et en particulier de leurs documents d'identité et titres de propriété,
- Entraves aux droits des femmes et des enfants en termes d'accès au logement, à la terre et à la propriété, en particulier lors du décès ou de la disparation du chef de famille,
- Risques de conflits entre éleveurs et agriculteur, en particulier dans les groupements de Jomba, Bweza et Kisigari en territoire de Rutshuru,
- Pillages et prélèvements forcés des récoltes par les groupes armés, ainsi que les risques de sécurité et les difficultés d'accès aux terres cultivées en raison de la présence d'hommes armés,
- Destruction et pillages des logements et des biens des personnes déplacées dans les zones d'affrontements,
- Appropriation et occupation arbitraire par les groupes armés des logements et des biens des personnes déplacées,
- Substitution des autorités administratives et coutumières par des comités locaux de sécurité institués par les groupes armés et habiliter à trancher les conflits fonciers.

Ces risques et problèmes ne sont pas récents et sont au contraire largement répandus à l'Est de la RDC. Cependant l'intensification récente des affrontements au Nord Kivu a exacerbé ces questions et requiert une action renforcée de la part des autorités nationales et de la communauté internationale afin d'enrayer la multiplication des conflits fonciers, qui sont notamment la cause d'une aggravation des actes de violence et de l'insécurité alimentaire. Il est urgent d'apporter une réponse efficace aux questions d'accès au logement, à la terre et à la propriété afin de promouvoir la cohésion sociale et la recherche d'une paix durable.

**La protection du droit d'accès au logement, à la terre et à la propriété est un élément critique de la protection et de l'assistance pour les personnes déplacées du Nord Kivu**, tel qu'inscrit dans les *Principes Directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays* (1998), dans les *Principes concernant la restitution des logements et des biens dans le cas des réfugiés et des personnes déplacées* (2005) et dans le *Protocole sur les droits de propriété des personnes de retour* dans la Région des Grand Lacs (2006).

Dans le cadre du Cluster Protection en RDC, le Groupe de Travail sur l'Habitat, la Terre et la Propriété est une plateforme de coordination entre les acteurs nationaux et la communauté humanitaire pour répondre aux questions de protection liées au logement, à la terre et à la propriété lors de situations d'urgence humanitaire, en prenant en compte les différentes catégories de personnes au sein des communautés, notamment les femmes, les enfants, les personnes à besoins spécifiques, notamment les personnes âgées et les personnes avec handicap. Le Groupe de Travail recommande les mesures suivantes pour une réponse d'urgence à la situation au Nord Kivu :

#### **Information /communication avec les populations affectées**

**Des messages clairs et cohérents doivent être communiqués aux populations affectées en termes de prévention des risques et de réponse aux problèmes d'accès à un logement, à la terre et à la propriété.** En particulier, les personnes déplacées doivent être conseillées de conserver soigneusement les preuves sur leurs droits fonciers et autres propriétés. Une campagne d'information doit être menée par le gouvernement pour confirmer que les droits de propriété coutumiers ou légaux seront respectés et que l'occupation non autorisée et/ou illégale ne sera pas reconnue. Des messages de sensibilisation sur les questions de protection liées au logement, la terre et la propriété doivent être diffusés au sein des communautés pour promouvoir un cadre propice au dialogue et à la solidarité.

#### **Evaluation des besoins des populations affectées**

**Les exercices d'évaluation des besoins et les procédures d'enregistrement des personnes déplacées doivent prendre en compte les questions de protection liées au logement, à la terre et à la propriété.** En particulier, les informations relatives aux documents personnels (preuve de propriété ou d'occupation, acte de vente, de cession, de prêt ou de donation) et aux biens des personnes déplacées doivent être transmises aux autorités responsables, notamment par les biais du GT sur l'Habitat, la Terre et la Propriété qui contribue à la coordination intersectorielle humanitaire. Les acteurs chargés de la coordination et la gestion des camps et sites de déplacement ont un rôle clé dans la collecte et le partage de données.

#### **Réponse aux besoins des populations affectées**

**Les acteurs ayant l'expertise et la capacité opérationnelle de répondre aux questions d'accès au logement, à la terre et à la propriété doivent fournir une assistance spécialisée et ciblée pour:**

- Appuyer / renforcer les systèmes de suivi (monitoring) de protection en s'assurant que les questions d'accès au logement, à la terre et la propriété sont bien prises en compte
- Mettre en place / renforcer les mécanismes de référencement aux acteurs compétents des cas de violation du droit d'accès au logement, à la terre et à la propriété
- Informer, conseiller et apporter une assistance légale aux populations affectées au Nord Kivu sur les questions d'accès au logement, à la terre et à la propriété
- Appuyer et renforcer les activités de médiation au niveau communautaire pour répondre aux conflits en lien avec les questions d'accès au logement, à la terre et la propriété
- Prendre des mesures pour aider les personnes déplacées à conserver leurs documents personnels
- Fournir une assistance technique, un appui financier et/ou matériel aux autorités responsables du remplacement des documents personnels, et faire le plaidoyer pour des mesures ad hoc simplifiant les démarches administratives et exonérant les coûts de remplacement des documents.

#### **Coordination de la réponse aux besoins des populations affectées**

**Les acteurs impliqués dans la prévention et la réponse aux questions d'accès au logement, à la terre et à la propriété doivent s'engager à coordonner efficacement leur action.** Cela inclut la coordination avec les acteurs humanitaires présents dans les pays voisins de la RDC, en particulier avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés au Rwanda et en Uganda. L'Etat est responsable de la protection des personnes dans les situations d'urgence avec l'appui de la communauté internationale. Les acteurs internationaux doivent dans la mesure du possible coordonner leur soutien avec les autorités dans la zone de leur intervention, ainsi qu'avec les chefs coutumiers et autres représentants communautaires.

#### **Contacts**

Oumar Sylla, Coordonnateur du Groupe de Travail Habitat, Terre et Propriété : [oumar.sylla@unhabitat.org](mailto:oumar.sylla@unhabitat.org)

Barbara Colzi, Coordonnatrice du Cluster Protection National : [colzi@unhcr.org](mailto:colzi@unhcr.org)

